

# Statistiques annuelles de milieu ouvert

Au 31 décembre 2023

Secrétariat général  
Service de la statistique, des études et de la recherche  
Service statistique ministériel de la justice

# Périmètre et définition

Seules les personnes majeures sont comptabilisées dans les tableaux présentés dans cette publication. Le périmètre géographique est celui de la France entière, à l'exclusion des collectivités et territoires d'outre-mer.

Une personne est considérée comme placée sous main de justice en milieu ouvert lorsqu'elle est suivie pour une mesure, sans être placée sous écrou.

## Les services de suivi :

Les services de l'application des peines (SAP) sont chargés de fixer les principales modalités de l'exécution des peines privatives de liberté ou de certaines peines restrictives de liberté en orientant et en contrôlant les conditions de leur application. Les SPIP assurent le contrôle et le suivi des PPSMJ, libres ou détenues.

Dans cette publication, les mesures comptabilisées sont celles suivies par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP). Celles assurées uniquement par les SAP (par exemple le Jours-amende) ou par le milieu associatif (comme certaines mesures de travail d'intérêt général) ne sont pas prises en compte.

## Les mesures de milieu ouvert :

Les mesures de milieu ouvert prises en compte dans les statistiques annuelles de milieu ouvert (SAMO) sont les suivantes :

- les **mesures présentencielles**. Elles comprennent le contrôle judiciaire, l'assignation à résidence sous surveillance électronique (ARSE) et l'assignation à résidence sous surveillance électronique mobile (ARSEM).
- les **mesures post-sentencielles**. Elles comprennent le sursis avec mise à l'épreuve (SME), la peine de détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE), le sursis probatoire, la libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine (Libération conditionnelle (AP)) ou en tant que régime de la libération sous contrainte (LSC sous libération conditionnelle), le travail d'intérêt général en tant que peine (TIG) ou en tant qu'obligation (Obligation de TIG), le sursis total assorti d'une obligation d'accomplir un travail d'intérêt général (Sursis-TIG), l'interdiction de séjour, les peines et obligations de stage (Stage), les suspensions de peine pour raison médicale (Suspension (raison médicale)), la contrainte pénale, l'ajournement avec mise à l'épreuve, l'ajournement aux fins d'investigations et l'ajournement avec injonction.
- les **mesures de sûreté suite à une condamnation**. Elles comprennent le suivi socio-judiciaire, la surveillance judiciaire et le placement sous surveillance électronique mobile (PSEM).

Les mesures décidées dans le cadre d'une alternative aux poursuites sont exclues des SAMO en raison d'une couverture partielle du suivi de ces mesures de la part des services de probation. Ces décisions sont toutefois prises en compte dans les statistiques trimestrielles de milieu ouvert (STMO).

## Les catégories pénales :

La population suivie en milieu ouvert est ventilée selon les trois catégories pénales suivantes :

- les **prévenus** sont les personnes suivies dans le cadre d'une mesure présentencielle.
- les **condamnés** regroupent les personnes suivies pour une mesure post-sentencielle, hors mesures de sûreté.
- les **condamnés soumis à une mesure de sûreté** comprennent les personnes suivies pour une mesure de sûreté dans le cadre de leur condamnation.

## Infraction principale :

L'infraction principale, au sens statistique, est déterminée à partir d'un ensemble de règles de priorisation portant notamment sur la qualification de l'infraction (un crime prime sur un délit, qui prime sur une contravention), sur l'encouru de l'infraction, sur l'état de récidive légale et sur la nature d'affaire (Nataff) déduite de la nature d'infraction (Natinf).

# Révision et qualité des indicateurs

## Politique de révision

Lors de la diffusion des SAMO au mois de mars de l'année N+1, les données de l'année N sont semi-définitives et les données de l'année N-1 deviennent définitives. Les données de l'année N-2 sont donc définitives lors de la diffusion de mars de l'année N.

Outre des retards de saisie, les révisions peuvent aussi être dues à des évolutions dans les traitements effectués par le Service de la statistique, des études et de la recherche (SSER). Dans ce cas, ces évolutions sont « rétropolées », c'est-à-dire qu'elles sont appliquées rétroactivement sur l'ensemble des données disponibles, et de façon à éviter les ruptures de séries. La mention « définitifs révisés » (r) désigne les indicateurs, précédemment définitifs, ainsi recalculés.

## Avertissements

Octobre 2021 :

Les mesures d'ajournement, ajournement aux fins d'investigation, ajournement avec injonction et ajournement avec mise à l'épreuve, ont été agrégées car les effectifs de ces mesures sont faibles, et elles ont été reportées dans la catégorie post-sentencielle car les personnes restent condamnées malgré l'ajournement de leurs mesures. L'assignation à résidence sous surveillance électronique et l'assignation à résidence sous surveillance électronique mobile ont également été fusionnées en raison des faibles effectifs de la seconde mesure.

Des évolutions dans le processus de production ont induit des révisions mineures sur les séries, y compris aux périodes considérées comme définitives.

Juillet 2021 :

Les données ont été « rétropolées » depuis 2016 en raison de modifications apportées au traitement statistique, notamment afin de mettre en avant les obligations de TIG décidées dans le cadre d'une autre peine (contrainte pénale, sursis probatoire et peine de détention à domicile sous surveillance électronique). Une mise à jour des données relatives à la nationalités des personnes a également été réalisée, en particulier suite à la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Les personnes de nationalité britannique sont désormais comptabilisées dans le « reste de l'Europe » pour toutes les périodes.

Janvier 2021 :

Les données ont été « rétropolées » depuis 2016 en raison de changements apportés au processus de production des données « personnes » dans APPI.

Mars 2024 :

Les données ont été « rétropolées » depuis 2016 en raison de changements apportés au processus de redressement des infractions principales.

# Glossaire des mesures et abréviations

Abréviation	Nom complet
-------------	-------------

## Mesures présentencielles

ARSE	Assignment à résidence sous surveillance électronique
ARSEM	Assignment à résidence sous surveillance électronique mobile
Contrôle judiciaire	Contrôle judiciaire

## Mesures post sentencielles

Ajournement	Ajournement aux fins d'investigations, avec injonction, et avec mise à l'épreuve
Contrainte pénale	Contrainte pénale
DDSE	Détention à domicile sous surveillance électronique (peine)
Interdiction de séjour	Interdiction de séjour
Libération conditionnelle (AP)	Libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine
LSC sous Libération conditionnelle	Libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle
SME	Sursis avec mise à l'épreuve
Sursis probatoire	Sursis probatoire
Suspension (raison médicale)	Suspension de peine pour raison médicale
Stage	Peine et obligation de stage
Sursis-TIG	Sursis total assorti d'une obligation d'accomplir travail d'intérêt général
TIG	Travail d'intérêt général
Obligation de TIG	Obligation d'accomplir un travail d'intérêt général

## Mesures de sûreté suite à une condamnation

PSEM	Placement sous surveillance électronique mobile
Surveillance judiciaire	Surveillance judiciaire
Suivi socio-judiciaire	Suivi socio-judiciaire

## Autres abréviations

CPIP	Conseiller pénitentiaire d'insertion et de probation
JAP	Juge de l'application des peines
PPSMJ	Personne placée sous main de justice
SAP	Service de l'application des peines
SPIP	Service pénitentiaire d'insertion et de probation

# Sommaire

Tableau	Intitulé
---------	----------

## Mesures suivies

Tableau 1	Mesures suivies en milieu ouvert
Tableau 2	Mesures suivies en milieu ouvert, par région administrative
Tableau 3	Mesures post-sentencielles suivies en milieu ouvert, par région administrative
Tableau 4	Mesures suivies en milieu ouvert, par type d'infraction principale
Tableau 5	Mesures post-sentencielles suivies en milieu ouvert, par type d'infraction principale

## Population suivie

Tableau 6	Personnes suivies en milieu ouvert, par sexe
Tableau 7	Caractéristiques des personnes suivies en milieu ouvert
Tableau 8	Domiciliation des personnes suivies en milieu ouvert, par région administrative
Tableau 9	Domiciliation des condamnés suivis en milieu ouvert, par région administrative

## Nouvelles mesures et nouvelles personnes suivies

Tableau 10	Nouvelles mesures suivies en milieu ouvert
Tableau 11	Nouvelles mesures suivies en milieu ouvert, par type d'infraction principale
Tableau 12	Nouvelles mesures post-sentencielles suivies en milieu ouvert, par type d'infraction principale
Tableau 13	Nouveaux entrants suivis en milieu ouvert, par sexe
Tableau 14	Nouveaux entrants suivis en milieu ouvert, par région administrative du domicile
Tableau 15	Nouveaux condamnés suivis en milieu ouvert, par région administrative du domicile

## Durée de suivi des mesures

Tableau 16	Durée de suivi des mesures
Tableau 17	Durée de suivi, par mesure
Tableau 18	Durée de suivi, par région administrative
Tableau 19	Durée de suivi, par type d'infraction principale

# Mesures suivies

Au 31 décembre 2023

**Tableau 1 : Mesures suivies en milieu ouvert**

	31/12/16	31/12/17	31/12/18	31/12/19	31/12/20	31/12/21	31/12/22	31/12/23 (sd)	
<b>Mesures présentencielles</b>	ARSE/ARSEM	286	324	321	338	392	480	537	654
	Contrôle judiciaire	3 384	3 645	4 129	4 654	5 232	5 598	6 201	6 477
	<b>Total</b>	<b>3 670</b>	<b>3 969</b>	<b>4 450</b>	<b>4 992</b>	<b>5 624</b>	<b>6 078</b>	<b>6 738</b>	<b>7 131</b>
<b>Mesures post-sentencielles</b>	Ajournement	139	98	87	79	42	34	24	22
	Contrainte pénale	1 796	2 508	2 683	1 882	905	294	69	28
	DDSE	so	so	so	so	887	1 359	1 314	1 158
	Interdiction de séjour	784	1 022	1 243	1 647	2 056	2 178	2 431	2 418
	Libération conditionnelle (AP)	5 398	4 830	4 643	4 563	4 766	4 131	3 578	3 105
	LSC sous libération conditionnelle	183	191	176	486	566	419	493	844
	SME	120 379	120 386	120 088	121 911	88 391	35 259	10 871	4 354
	Sursis probatoire	so	so	so	so	33 862	103 438	138 159	143 750
	Suspension (raison médicale)	186	178	162	174	166	154	130	128
	Stage	74	81	120	260	919	2 301	2 526	2 042
	Sursis TIG	21 685	21 594	21 303	20 994	11 193	1 250	324	143
	TIG	16 246	15 047	14 465	14 312	16 999	21 474	18 730	17 929
Obligation de TIG	19	23	38	14	1 514	4 614	4 609	4 054	
<b>Total</b>	<b>166 889</b>	<b>165 958</b>	<b>165 008</b>	<b>166 322</b>	<b>162 266</b>	<b>176 905</b>	<b>183 258</b>	<b>179 975</b>	
<b>Mesures de sûreté suite à une condamnation</b>	PSEM	39	34	29	30	28	36	38	32
	Surveillance judiciaire	339	289	283	250	264	270	245	220
	Suivi socio-judiciaire	6 052	6 406	6 796	7 119	7 320	7 636	7 636	7 948
<b>Total</b>	<b>6 430</b>	<b>6 729</b>	<b>7 108</b>	<b>7 399</b>	<b>7 612</b>	<b>7 942</b>	<b>7 919</b>	<b>8 200</b>	
<b>Total</b>	<b>176 989</b>	<b>176 656</b>	<b>176 566</b>	<b>178 713</b>	<b>175 502</b>	<b>190 925</b>	<b>197 915</b>	<b>195 306</b>	

Champ : mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice / SG / SSER / fichier statistique APPI

Précisions :

ARSE : assignation à résidence sous surveillance électronique ;

ARSEM : assignation à résidence sous surveillance électronique mobile (ARSEM) ;

Ajournement : ajournement, avec mise à l'épreuve, ajournement aux fins d'investigations et ajournement avec injonction ;

DDSE : détention à domicile sous surveillance électronique (peine) ;

Libération conditionnelle (AP) : libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine ;

LSC sous libération conditionnelle : libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle ;

SME : Sursis avec mise à l'épreuve ;

Suspension (raison médicale) : suspension de peine pour raison médicale ;

Stage : Peine et obligation de stage ;

Sursis TIG : sursis total assorti d'un travail d'intérêt général ;

TIG : travail d'intérêt général (peine) ;

Obligation de TIG : obligation d'accomplir un travail d'intérêt général ;

PSEM : placement sous surveillance électronique mobile.

*Note : la loi n°2019-222 du 23 mars 2019 a créé depuis le 24 mars 2020 le sursis probatoire remplaçant le sursis avec mise à l'épreuve, le sursis avec obligation d'accomplir un travail d'intérêt général et la contrainte pénale, lesquels sont supprimés ; la peine de détention à domicile sous surveillance électronique est également créée.*

so : sans objet

**Tableau 2 : Mesures suivies en milieu ouvert, par région administrative**

	31/12/16	31/12/17	31/12/18	31/12/19	31/12/20	31/12/21	31/12/22	31/12/23 (sd)
Auvergne-Rhône-Alpes	21 005	21 361	20 984	21 182	20 610	21 924	22 756	23 095
Bourgogne-Franche-Comté	8 944	9 459	9 419	9 333	8 892	9 100	9 666	9 614
Bretagne	7 411	7 657	7 744	8 095	8 157	8 630	8 620	8 390
Centre-Val de Loire	6 777	6 901	6 973	7 013	6 902	8 081	8 112	7 667
Corse	1 071	1 078	998	916	897	875	968	1 027
Grand Est	16 172	16 064	15 495	15 569	15 609	16 948	16 935	16 207
Guadeloupe	972	909	1 049	1 037	1 181	1 387	1 573	1 612
Guyane	523	566	642	824	936	800	810	870
Hauts-de-France	20 342	19 795	19 458	19 292	18 333	20 116	20 353	20 149
Île-de-France	25 600	25 412	26 216	26 531	25 560	29 021	30 172	29 842
La Réunion	2 393	2 553	2 675	2 699	2 523	2 695	3 051	3 071
Martinique	898	913	980	1 196	1 032	993	1 072	1 078
Mayotte	310	272	255	316	309	352	377	462
Normandie	10 006	10 071	10 505	10 240	9 997	10 087	10 501	10 516
Nouvelle-Aquitaine	16 268	15 927	15 782	16 208	16 056	17 724	18 288	17 727
Occitanie	16 445	15 770	15 772	16 136	16 118	18 136	19 739	19 378
Pays de la Loire	9 464	9 498	9 196	9 108	9 166	9 772	10 023	9 886
Provence-Alpes-Côte d'Azur	12 388	12 450	12 423	13 018	13 224	14 284	14 899	14 715
<b>France entière</b>	<b>176 989</b>	<b>176 656</b>	<b>176 566</b>	<b>178 713</b>	<b>175 502</b>	<b>190 925</b>	<b>197 915</b>	<b>195 306</b>

Champ : mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice / SG / SSER / Fichier statistique APPI

**Tableau 3 : Mesures post-sentencielles suivies en milieu ouvert, par région administrative**

	Ensemble des mesures								Au 31 décembre 2023			
	31/12/16	31/12/17	31/12/18	31/12/19	31/12/20	31/12/21	31/12/22	31/12/23 (sd)	Sursis probatoire	TIG	Libération conditionnelle (AP)	Autres mesures
Auvergne-Rhône-Alpes	19 533	19 772	19 322	19 396	18 682	19 919	20 773	21 030	17 541	1 654	355	1 480
Bourgogne-Franche-Comté	8 364	8 816	8 778	8 649	8 142	8 319	8 725	8 619	6 617	931	90	981
Bretagne	7 068	7 276	7 332	7 687	7 718	8 179	8 179	7 938	6 516	580	123	719
Centre-Val de Loire	6 490	6 618	6 655	6 671	6 555	7 694	7 647	7 079	5 629	703	76	671
Corse	1 003	1 009	928	858	816	800	869	925	769	66	47	43
Grand Est	15 141	15 024	14 334	14 288	14 088	15 155	15 060	14 342	11 465	1 601	191	1 085
Guadeloupe	888	841	977	974	1 113	1 319	1 502	1 542	1 174	207	34	127
Guyane	494	529	592	768	859	736	756	804	565	65	58	116
Hauts-de-France	19 419	18 840	18 455	18 277	17 303	19 098	19 301	19 032	15 299	2 027	154	1 552
Île-de-France	24 402	24 106	24 710	24 820	23 842	27 094	28 021	27 745	21 655	3 088	687	2 315
La Réunion	2 278	2 444	2 550	2 572	2 378	2 546	2 888	2 922	2 421	296	21	184
Martinique	770	804	892	1 077	904	881	984	999	814	82	27	76
Mayotte	245	202	186	251	244	310	347	420	315	50	6	49
Normandie	9 422	9 424	9 787	9 492	9 173	9 269	9 647	9 650	7 852	934	94	770
Nouvelle-Aquitaine	15 343	14 930	14 735	15 128	14 922	16 587	17 117	16 397	13 006	1 890	176	1 325
Occitanie	15 416	14 678	14 545	14 776	14 723	16 584	18 133	17 694	13 679	1 805	403	1 807
Pays de la Loire	8 976	8 948	8 640	8 513	8 546	9 165	9 473	9 288	7 715	773	100	700
Provence-Alpes-Côte d'Azur	11 637	11 697	11 590	12 125	12 258	13 250	13 836	13 549	10 718	1 177	463	1 191
<b>France entière</b>	<b>166 889</b>	<b>165 958</b>	<b>165 008</b>	<b>166 322</b>	<b>162 266</b>	<b>176 905</b>	<b>183 258</b>	<b>179 975</b>	<b>143 750</b>	<b>17 929</b>	<b>3 105</b>	<b>15 191</b>

Champ : mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice / SG / SSER / Fichier statistique APPI

Les **mesures post-sentencielles** : le sursis avec mise à l'épreuve (SME), la peine de détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE), le sursis probatoire, la libération conditionnelle; en aménagement de peine (Libération conditionnelle (AP)) ou en tant que régime de la libération sous contrainte (LSC sous libération conditionnelle), les peines (TIG) et obligations (Obligation de TIG) de travail d'intérêt général, le sursis total assorti d'une obligation d'accomplir un travail d'intérêt général (Sursis-TIG), l'interdiction de séjour, les peines et obligations de stage (Stage), les suspensions de peine pour raison médicale (Suspension (raison médicale)), la contrainte pénale, l'ajournement avec mise à l'épreuve, l'ajournement aux fins d'investigations et l'ajournement avec injonction.

Note : la loi n°2019-222 du 23 mars 2019 a créé depuis le 24 mars 2020 le sursis probatoire remplaçant le sursis avec mise à l'épreuve, le sursis avec obligation d'accomplir un travail d'intérêt général et la contrainte pénale, lesquels sont supprimés ; la peine de détention à domicile sous surveillance électronique est également créée.

**Tableau 4 : Mesures suivies en milieu ouvert, par type d'infraction principale**

	31/12/16 (r)	31/12/17 (r)	31/12/18 (r)	31/12/19 (r)	31/12/20 (r)	31/12/21 (r)	31/12/22 (r)	31/12/23 (sd)
Atteinte à la personne humaine	59 146	61 367	62 650	65 873	71 086	84 128	92 445	93 826
Atteinte aux biens	38 047	36 680	34 771	33 845	31 663	31 503	29 730	28 049
Circulation et transport	38 634	41 221	42 710	42 735	37 474	37 678	38 120	37 099
Atteinte à l'autorité de l'État	7 687	8 112	8 170	8 503	8 272	8 894	8 924	8 857
Infraction à la santé publique	22 152	22 715	22 366	21 936	20 726	21 681	21 892	21 018
Atteinte économique, financière et sociale	2 461	2 436	2 386	2 242	1 992	2 161	2 300	2 271
Atteinte à l'environnement	89	102	122	112	97	135	128	144
Non renseigné	8 773	4 023	3 391	3 467	4 342	4 745	4 377	4 042
<b>Total</b>	<b>176 989</b>	<b>176 656</b>	<b>176 566</b>	<b>178 713</b>	<b>175 652</b>	<b>190 925</b>	<b>197 916</b>	<b>195 306</b>

Champ : mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice / SG / SSER / Fichier statistique APPI

**Tableau 5 : Mesures post-sentencielles suivies en milieu ouvert, par type d'infraction principale**

	Ensemble des mesures								Au 31 décembre 2023			
	31/12/16 (r)	31/12/17 (r)	31/12/18 (r)	31/12/19 (r)	31/12/20 (r)	31/12/21 (r)	31/12/22 (r)	31/12/23 (sd)	Sursis probatoire	TIG	Libération conditionnelle (AP)	Autres mesures
Atteinte à la personne humaine	52 262	54 020	54 694	57 360	62 046	74 439	82 373	83 287	73 291	3 704	1 018	5 274
Atteinte aux biens	37 251	35 770	33 785	32 701	30 485	30 319	28 591	26 871	17 695	4 991	640	3 545
Circulation et transport	38 612	41 178	42 665	42 672	37 417	37 620	38 054	37 039	30 096	4 808	134	2 001
Atteinte à l'autorité de l'État	7 477	7 821	7 813	8 123	7 828	8 395	8 364	8 275	4 957	2 233	206	879
Infraction à la santé publique	21 612	22 134	21 753	21 354	20 075	21 016	21 154	20 289	15 212	1 855	542	2 680
Atteinte économique, financière et sociale	2 398	2 365	2 311	2 144	1 888	2 047	2 182	2 148	1 629	220	114	185
Atteinte à l'environnement	87	100	118	110	94	132	124	141	104	28	0	9
Non renseigné	7 190	2 570	1 869	1 858	2 583	2 937	2 417	1 925	766	90	451	618
<b>Total</b>	<b>166 889</b>	<b>165 958</b>	<b>165 008</b>	<b>166 322</b>	<b>162 416</b>	<b>176 905</b>	<b>183 259</b>	<b>179 975</b>	<b>143 750</b>	<b>17 929</b>	<b>3 105</b>	<b>15 191</b>

Champ : mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice / SG / SSER / Fichier statistique APPI

Les **mesures post-sentencielles** : le sursis avec mise à l'épreuve (SME), la peine de détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE), le sursis probatoire, la libération conditionnelle; en aménagement de peine (Libération conditionnelle (AP)) ou en tant que régime de la libération sous contrainte (LSC sous libération conditionnelle), les peines (TIG) et obligations (Obligation de TIG) de travail d'intérêt général, le sursis total assorti d'une obligation d'accomplir un travail d'intérêt général (Sursis-TIG), l'interdiction de séjour, les peines et obligations de stage (Stage), les suspensions de peine pour raison médicale (Suspension (raison médicale)), la contrainte pénale, l'ajournement avec mise à l'épreuve, l'ajournement aux fins d'investigations et l'ajournement avec injonction.

*Note : la loi n°2019-222 du 23 mars 2019 a créé depuis le 24 mars 2020 le sursis probatoire remplaçant le sursis avec mise à l'épreuve, le sursis avec obligation d'accomplir un travail d'intérêt général et la contrainte pénale, lesquels sont supprimés ; la peine de détention à domicile sous surveillance électronique est également créée.*

so : sans objet

# Population suivie

Au 31 décembre 2023

**Tableau 6 : Personnes suivies en milieu ouvert, par sexe**

		31/12/16	31/12/17	31/12/18	31/12/19	31/12/20	31/12/21	31/12/22	31/12/23 (sd)
Prévenus	Femmes	305	321	350	413	437	465	482	490
	Hommes	2 839	3 088	3 528	3 943	4 423	4 744	5 303	5 552
	<b>Total</b>	<b>3 144</b>	<b>3 409</b>	<b>3 878</b>	<b>4 356</b>	<b>4 860</b>	<b>5 209</b>	<b>5 785</b>	<b>6 042</b>
Condamnés	Femmes	11 393	11 483	11 458	11 448	10 292	11 007	11 570	11 563
	Hommes	137 074	136 695	136 108	137 637	133 656	143 116	148 287	146 293
	<b>Total</b>	<b>148 467</b>	<b>148 178</b>	<b>147 566</b>	<b>149 085</b>	<b>143 948</b>	<b>154 123</b>	<b>159 857</b>	<b>157 856</b>
Condamnés soumis à une mesure de sûreté	Femmes	121	148	153	151	166	179	191	186
	Hommes	5 532	5 813	6 167	6 361	6 524	6 822	6 758	7 062
	<b>Total</b>	<b>5 653</b>	<b>5 961</b>	<b>6 320</b>	<b>6 512</b>	<b>6 690</b>	<b>7 001</b>	<b>6 949</b>	<b>7 248</b>
Total	Femmes	11 819	11 952	11 961	12 012	10 895	11 651	12 243	12 239
	Hommes	145 445	145 596	145 803	147 941	144 603	154 682	160 348	158 907
	<b>Total</b>	<b>157 264</b>	<b>157 548</b>	<b>157 764</b>	<b>159 953</b>	<b>155 498</b>	<b>166 333</b>	<b>172 591</b>	<b>171 146</b>

Champ : personnes suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice / SG / SSER / Fichier statistique APPI

La population suivie en milieu ouvert est ventilée selon les trois catégories pénales :

- les **prévenus** sont les personnes suivies dans le cadre d'une mesure présentencielle.
- les **condamnés** regroupent les personnes suivies pour une mesure post-sentencielle, hors mesures de sûreté.
- les **condamnés soumis à une mesure de sûreté** comprennent les personnes suivies pour une mesure de sûreté dans le cadre de leur condamnation.

**Tableau 7 : Caractéristiques des personnes suivies en milieu ouvert**

		31/12/16	31/12/17	31/12/18	31/12/19	31/12/20	31/12/21	31/12/22	31/12/23 (sd)
<b>Prévenus</b>	Âge médian (en années)	31,4	32,0	32,1	32,0	32,2	32,6	33,0	33,4
	Âge moyen (en années)	34,5	34,9	35,1	34,9	35,4	35,6	35,9	36,0
	Proportion de PPSMJ de nationalité étrangère	11,9%	12,4%	12,3%	12,6%	12,5%	13,3%	14,1%	13,6%
	Proportion de femmes	9,7%	9,4%	9,0%	9,5%	9,0%	8,9%	8,3%	8,1%
<b>Condamnés</b>	Âge médian (en année)	33,3	33,6	33,9	34,2	34,5	34,8	35,3	35,5
	Âge moyen (en année)	35,5	35,8	35,9	36,1	36,3	36,4	36,9	37,0
	Proportion de PPSMJ de nationalité étrangère	7,8%	8,0%	8,0%	8,1%	8,6%	9,2%	9,6%	9,6%
	Proportion de femmes	7,7%	7,7%	7,8%	7,7%	7,1%	7,1%	7,2%	7,3%
<b>Condamnés soumis à une mesure de sûreté</b>	Âge médian (en année)	47,6	47,7	47,7	48,0	48,3	48,5	48,8	48,8
	Âge moyen (en année)	47,6	47,5	47,5	47,9	48,3	48,2	48,5	48,6
	Proportion de PPSMJ de nationalité étrangère	4,5%	4,9%	4,5%	4,9%	5,0%	5,2%	5,4%	5,9%
	Proportion de femmes	2,1%	2,5%	2,4%	2,3%	2,5%	2,6%	2,7%	2,6%
<b>Ensemble</b>	Âge médian (en année)	33,6	34,0	34,2	34,5	34,9	35,1	35,6	35,9
	Âge moyen (en année)	35,9	36,2	36,4	36,5	36,8	36,9	37,3	37,5
	Proportion de PPSMJ de nationalité étrangère	7,7%	8,0%	8,0%	8,1%	8,5%	9,1%	9,5%	9,6%
	Proportion de femmes	7,5%	7,6%	7,6%	7,5%	7,0%	7,0%	7,1%	7,2%

Champ : personnes suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice / SG / SSER / Fichier statistique APPI

PPSMJ : personne placée sous main de justice

La population suivie en milieu ouvert est ventilée selon les trois catégories pénales :

- les **prévenus** sont les personnes suivies dans le cadre d'une mesure présentencielle.
- les **condamnés** regroupent les personnes suivies pour une mesure post-sentencielle, hors mesures de sûreté.
- les **condamnés soumis à une mesure de sûreté** comprennent les personnes suivies pour une mesure de sûreté dans le cadre de leur condamnation.

**Tableau 8 : Domiciliation des personnes suivies en milieu ouvert, par région administrative**

	Nombre de PPSMJ								Au 31 décembre 2023			
	31/12/16	31/12/17	31/12/18	31/12/19	31/12/20	31/12/21	31/12/22	31/12/23 (sd)	Âge médian (en années)	Âge moyen (en années)	Proportion de femmes	Proportion de PPSMJ de nationalité étrangère
Auvergne-Rhône-Alpes	18 412	18 770	18 607	18 811	18 121	19 113	20 004	20 324	35,7	37,4	7,3%	10,2%
Bourgogne-Franche-Comté	7 862	8 327	8 331	8 228	7 743	7 832	8 235	8 157	36,2	37,8	8,3%	5,7%
Bretagne	6 654	6 882	6 967	7 300	7 291	7 625	7 583	7 301	37,2	38,5	7,4%	5,5%
Centre-Val de Loire	5 974	6 093	6 164	6 219	6 014	6 810	6 925	6 665	35,4	37,3	7,0%	9,4%
Corse	970	978	911	828	808	817	909	963	40,1	41,2	7,8%	10,4%
Grand Est	14 518	14 463	14 031	14 142	13 960	14 928	15 012	14 437	36,7	37,9	8,0%	7,4%
Guadeloupe	888	836	954	952	1 101	1 242	1 419	1 435	36,2	38,5	5,7%	4,5%
Guyane	500	543	609	764	875	710	697	755	31,1	33,8	9,8%	21,5%
Hauts-de-France	17 918	17 611	17 294	17 188	16 076	17 330	17 626	17 724	36,0	37,3	7,0%	5,1%
Île-de-France	22 771	22 845	23 571	23 879	22 944	25 453	26 350	26 187	33,5	35,7	5,8%	19,9%
La Réunion	2 193	2 319	2 439	2 458	2 288	2 407	2 798	2 826	36,1	38,3	5,1%	1,0%
Martinique	842	848	897	1 085	947	911	978	991	35,8	38,5	6,5%	2,7%
Mayotte	285	248	242	299	291	335	335	407	29,4	32,3	2,7%	22,4%
Normandie	8 919	8 949	9 293	9 044	8 738	8 764	9 013	9 018	37,1	38,5	6,9%	4,3%
Nouvelle-Aquitaine	14 279	14 005	13 966	14 286	14 032	15 100	15 656	15 332	37,1	38,6	7,6%	7,2%
Occitanie	14 681	14 134	14 107	14 516	14 270	15 753	17 089	16 842	36,2	37,8	8,3%	9,5%
Pays de la Loire	8 228	8 263	8 020	8 020	7 962	8 434	8 637	8 548	35,9	37,4	6,4%	7,6%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	11 370	11 434	11 361	11 934	12 037	12 769	13 325	13 234	36,1	37,8	7,3%	10,7%
<b>France entière</b>	<b>157 264</b>	<b>157 548</b>	<b>157 764</b>	<b>159 953</b>	<b>155 498</b>	<b>166 333</b>	<b>172 591</b>	<b>171 146</b>	<b>35,9</b>	<b>37,5</b>	<b>7,2%</b>	<b>9,6%</b>

Champ : personnes suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice / SG / SSER / Fichier statistique APPI

PPSMJ : personne placée sous main de justice

**Tableau 9 : Domiciliation des condamnés suivis en milieu ouvert, par région administrative**

	Nombre de PPSMJ								Au 31 décembre 2023			
	31/12/16	31/12/17	31/12/18	31/12/19	31/12/20	31/12/21	31/12/22	31/12/23 (sd)	Âge médian (en années)	Âge moyen (en années)	Proportion de femmes	Proportion de PPSMJ de nationalité étrangère
Auvergne-Rhône-Alpes	17 166	17 403	17 156	17 288	16 488	17 433	18 356	18 591	35,4	37,0	7,5%	10,3%
Bourgogne-Franche-Comté	7 363	7 777	7 778	7 637	7 076	7 170	7 443	7 323	36,0	37,4	8,6%	5,4%
Bretagne	6 345	6 542	6 610	6 940	6 900	7 228	7 209	6 907	37,0	38,3	7,4%	5,4%
Centre-Val de Loire	5 717	5 845	5 884	5 919	5 711	6 466	6 513	6 145	35,0	36,8	7,3%	9,5%
Corse	914	914	848	779	744	748	815	873	39,8	40,9	8,0%	10,9%
Grand Est	13 616	13 540	12 981	12 988	12 630	13 358	13 332	12 780	36,4	37,5	8,4%	7,1%
Guadeloupe	811	772	888	895	1 040	1 180	1 356	1 377	35,9	38,2	5,6%	4,4%
Guyane	473	509	562	713	802	649	647	694	31,0	33,5	10,5%	20,9%
Hauts-de-France	17 112	16 763	16 404	16 305	15 171	16 433	16 704	16 767	35,6	36,8	7,2%	5,1%
Île-de-France	21 734	21 708	22 251	22 373	21 429	23 768	24 460	24 353	33,2	35,4	5,8%	19,9%
La Réunion	2 085	2 221	2 325	2 346	2 159	2 273	2 645	2 689	35,6	37,8	5,3%	1,0%
Martinique	724	748	819	984	834	813	896	916	35,3	37,8	6,8%	2,5%
Mayotte	226	184	176	238	228	294	306	366	29,4	32,3	2,7%	23,5%
Normandie	8 405	8 376	8 669	8 383	8 026	8 049	8 281	8 265	36,6	37,8	7,2%	4,2%
Nouvelle-Aquitaine	13 490	13 158	13 052	13 346	13 049	14 124	14 667	14 164	36,6	37,9	8,0%	7,3%
Occitanie	13 782	13 166	13 017	13 315	13 063	14 398	15 695	15 386	35,8	37,3	8,5%	9,7%
Pays de la Loire	7 808	7 793	7 535	7 502	7 424	7 890	8 160	8 047	35,6	36,9	6,4%	7,8%
Provence-Alpes-Côte d'Azur	10 696	10 759	10 611	11 134	11 174	11 849	12 372	12 213	35,9	37,4	7,4%	10,7%
<b>France entière</b>	<b>148 467</b>	<b>148 178</b>	<b>147 566</b>	<b>149 085</b>	<b>143 948</b>	<b>154 123</b>	<b>159 857</b>	<b>157 856</b>	<b>35,5</b>	<b>37,0</b>	<b>7,3%</b>	<b>9,6%</b>

Champ : personnes suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice / SG / SSER / Fichier statistique APPI

NC : non communiqué en raison du secret statistique

PPSMJ : personne placée sous main de justice

Les **condamnés** désignent les personnes suivies pour une mesure post-sentencielle.

# Nouvelles mesures et nouvelles personnes suivies

Au 31 décembre 2023

**Tableau 10 : Nouvelles mesures suivies en milieu ouvert**

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (sd)	
<b>Mesures présentencielles</b>	ARSE/ARSEM	414	510	446	476	517	700	808	940
	Contrôle judiciaire	2 588	2 683	2 918	3 307	3 629	4 319	4 712	4 748
	<b>Total</b>	<b>3 002</b>	<b>3 193</b>	<b>3 364</b>	<b>3 783</b>	<b>4 146</b>	<b>5 019</b>	<b>5 520</b>	<b>5 688</b>
<b>Mesures post-sentencielles</b>	Ajournement	280	224	175	165	88	73	47	41
	Contrainte pénale	1 333	1 705	1 465	642	98	8	<5	<5
	DDSE	so	so	so	so	1 338	3 232	2 989	2 600
	Interdiction de séjour	503	554	744	1 033	1 176	1 238	1 149	1 284
	Libération conditionnelle (AP)	6 416	5 750	5 826	5 925	7 955	5 358	4 840	4 362
	LSC sous libération conditionnelle	614	566	555	1 240	2 682	1 502	1 655	4 100
	SME	69 114	67 168	67 952	70 333	30 217	5 302	1 229	592
	Sursis probatoire	so	so	so	so	36 361	84 167	83 015	82 634
	Suspension (raison médicale)	95	98	98	104	106	109	82	91
	Stage	95	87	150	291	844	2 367	1 891	1 637
	Sursis TIG	17 546	16 831	16 325	16 055	4 242	202	NC	NC
	TIG	15 961	14 401	13 594	13 868	14 068	20 653	16 781	16 475
	Obligation de TIG	22	23	37	15	1 618	4 381	3 182	2 676
<b>Total</b>	<b>111 979</b>	<b>107 407</b>	<b>106 921</b>	<b>109 671</b>	<b>100 793</b>	<b>128 592</b>	<b>116 906</b>	<b>116 511</b>	
<b>Mesures de sûreté suite à une condamnation</b>	PSEM	19	19	14	16	18	23	13	12
	Surveillance judiciaire	121	110	115	85	105	99	97	71
	Suivi socio-judiciaire	1 538	1 694	1 781	1 729	1 672	1 933	1 793	2 057
	<b>Total</b>	<b>1 678</b>	<b>1 823</b>	<b>1 910</b>	<b>1 830</b>	<b>1 795</b>	<b>2 055</b>	<b>1 903</b>	<b>2 140</b>
<b>Total</b>	<b>116 659</b>	<b>112 423</b>	<b>112 195</b>	<b>115 284</b>	<b>106 734</b>	<b>135 666</b>	<b>124 329</b>	<b>124 339</b>	

Champ : mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice / SG / SSER / Fichier statistique APPI

Précisions :

ARSE : assignation à résidence sous surveillance électronique ;

ARSEM : assignation à résidence sous surveillance électronique mobile (ARSEM) ;

Ajournement : ajournement, avec mise à l'épreuve, ajournement aux fins d'investigations et ajournement avec injonction ;

DDSE : détention à domicile sous surveillance électronique (peine) ;

Libération conditionnelle (AP) : libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine ;

LSC sous libération conditionnelle : libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle ;

SME : Sursis avec mise à l'épreuve ;

Suspension (raison médicale) : suspension de peine pour raison médicale ;

Stage : Peine et obligation de stage ;

Sursis TIG : sursis total assorti d'un travail d'intérêt général ;

TIG : travail d'intérêt général (peine) ;

Obligation de TIG : obligation d'accomplir un travail d'intérêt général ;

PSEM : placement sous surveillance électronique mobile.

*Note : la loi n°2019-222 du 23 mars 2019 a créé depuis le 24 mars 2020 le sursis probatoire remplaçant le sursis avec mise à l'épreuve, le sursis avec obligation d'accomplir un travail d'intérêt général et la contrainte pénale, lesquels sont supprimés ; la peine de détention à domicile sous surveillance électronique est également créée.*

NC : non communiqué en raison du secret statistique (volume associé inférieur à 5)

so : sans objet

**Tableau 11 : Nouvelles mesures suivies en milieu ouvert, par type d'infraction principale**

	2016 (r)	2017 (r)	2018 (r)	2019 (r)	2020 (r)	2021 (r)	2022 (r)	2023 (sd)
Atteinte à la personne humaine	34 935	35 425	36 158	39 283	41 726	55 718	54 614	54 580
Atteinte aux biens	25 409	24 449	23 120	23 058	20 015	23 200	19 690	19 498
Circulation et transport	26 440	26 920	28 119	27 745	21 022	27 935	24 754	24 675
Atteinte à l'autorité de l'État	5 739	6 062	6 103	6 380	5 513	7 163	6 396	6 399
Infraction à la santé publique	14 855	14 766	14 459	14 531	13 079	16 135	13 967	14 122
Atteinte économique, financière et sociale	1 644	1 608	1 560	1 391	1 279	1 644	1 559	1 566
Atteinte à l'environnement	62	77	87	79	67	109	88	122
Non renseigné	7 575	3 116	2 589	2 817	4 226	3 762	3 261	3 377
<b>Total</b>	<b>116 659</b>	<b>112 423</b>	<b>112 195</b>	<b>115 284</b>	<b>106 927</b>	<b>135 666</b>	<b>124 329</b>	<b>124 339</b>

Champ : mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice / SG / SSER / Fichier statistique APPI

**Tableau 12 : Nouvelles mesures post-sentencielles suivies en milieu ouvert, par type d'infraction principale**

	Ensemble des mesures								2023			
	2016 (r)	2017 (r)	2018 (r)	2019 (r)	2020 (r)	2021 (r)	2022 (r)	2023 (sd)	Sursis probatoire	TIG	Libération conditionnelle (AP)	Autres mesures
Atteinte à la personne humaine	32 476	32 660	33 235	36 206	38 321	51 397	50 233	49 793	41 323	3 421	1 307	3 742
Atteinte aux biens	24 936	23 890	22 551	22 403	19 460	22 556	19 051	18 854	10 572	4 531	965	2 786
Circulation et transport	26 380	26 839	28 058	27 622	20 907	27 860	24 661	24 605	17 247	4 555	326	2 477
Atteinte à l'autorité de l'État	5 581	5 858	5 888	6 167	5 272	6 876	6 073	6 097	2 979	1 982	297	839
Infraction à la santé publique	14 446	14 350	14 012	14 141	12 634	15 631	13 458	13 626	8 932	1 673	792	2 229
Atteinte économique, financière et sociale	1 605	1 566	1 514	1 326	1 234	1 581	1 493	1 496	938	197	NC	NC
Atteinte à l'environnement	61	76	85	79	66	108	87	120	67	35	<5	NC
Non renseigné	6 494	2 168	1 578	1 727	3 092	2 583	1 850	1 920	576	81	508	755
<b>Total</b>	<b>111 979</b>	<b>107 407</b>	<b>106 921</b>	<b>109 671</b>	<b>100 986</b>	<b>128 592</b>	<b>116 906</b>	<b>116 511</b>	<b>82 634</b>	<b>16 475</b>	<b>4 362</b>	<b>13 040</b>

Champ : mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice / SG / SSER / Fichier statistique APPI

NC : non communiqué en raison du secret statistique

Les **mesures post-sentencielles** : le sursis avec mise à l'épreuve (SME), la peine de détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE), le sursis probatoire, la libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine (Libération conditionnelle (AP)), la libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle (LSC sous libération conditionnelle), le travail d'intérêt général en tant que peine (TIG) et en tant qu'obligation (Obligation de TIG), le sursis assorti d'un TIG (STIG), l'interdiction de séjour, les peines et obligations de stage (Stage), les suspensions de peine pour raison médicale (Suspension (raison médicale)), la contrainte pénale, l'ajournement, avec mise à l'épreuve, l'ajournement aux fins d'investigations et l'ajournement avec injonction (Ajournement).

<5 : volume associé inférieur à 5

NC : non communiqué en raison du secret statistique

so : sans objet

**Tableau 13 : Nouveaux entrants suivis en milieu ouvert, par sexe**

		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (sd)
Prévenus	Femmes	170	186	187	219	194	236	251	263
	Hommes	1 717	1 848	2 044	2 193	2 342	2 860	3 074	3 164
	<b>Total</b>	<b>1 887</b>	<b>2 034</b>	<b>2 231</b>	<b>2 412</b>	<b>2 536</b>	<b>3 096</b>	<b>3 325</b>	<b>3 427</b>
Condamnés	Femmes	6 498	6 363	6 359	6 340	4 962	6 692	5 973	6 093
	Hommes	71 321	68 555	68 187	69 984	62 052	76 424	69 097	67 869
	<b>Total</b>	<b>77 819</b>	<b>74 918</b>	<b>74 546</b>	<b>76 324</b>	<b>67 014</b>	<b>83 116</b>	<b>75 070</b>	<b>73 962</b>
Condamnés soumis à une mesure de sûreté	Femmes	20	35	31	27	36	31	30	26
	Hommes	1 036	1 147	1 186	1 063	1 076	1 204	1 084	1 300
	<b>Total</b>	<b>1 056</b>	<b>1 182</b>	<b>1 217</b>	<b>1 090</b>	<b>1 112</b>	<b>1 235</b>	<b>1 114</b>	<b>1 326</b>
Total	Femmes	6 688	6 584	6 577	6 586	5 192	6 959	6 254	6 382
	Hommes	74 074	71 550	71 417	73 240	65 470	80 488	73 255	72 333
	<b>Total</b>	<b>80 762</b>	<b>78 134</b>	<b>77 994</b>	<b>79 826</b>	<b>70 662</b>	<b>87 447</b>	<b>79 509</b>	<b>78 715</b>

Champ : personnes suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice / SG / SSER / Fichier statistique APPI

Un nouvel entrant est une personne n'ayant pas été suivie en milieu ouvert au cours des 12 derniers mois.

La population suivie en milieu ouvert est ventilée selon les trois catégories pénales :

- les **prévenus** sont les personnes suivies dans le cadre d'une mesure présentencielle.
- les **condamnés** regroupent les personnes suivies pour une mesure post-sentencielle, hors mesures de sûreté.
- les **condamnés soumis à une mesure de sûreté** comprennent les personnes suivies pour une mesure de sûreté dans le cadre de leur condamnation.

**Tableau 14 : Nouveaux entrants suivis en milieu ouvert, par région administrative du domicile**

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (sd)
Auvergne-Rhône-Alpes	9 115	8 917	8 665	8 870	7 753	9 651	8 842	9 030
Bourgogne-Franche-Comté	3 809	3 798	3 821	3 770	3 045	3 920	3 564	3 622
Bretagne	3 413	3 437	3 447	3 590	3 269	3 654	3 126	3 171
Centre-Val de Loire	2 971	3 103	2 914	3 013	2 572	3 789	3 059	2 988
Corse	503	528	481	409	408	459	485	406
Grand Est	7 340	6 951	6 694	7 154	6 237	7 561	6 506	6 710
Guadeloupe	457	500	549	556	596	675	713	675
Guyane	373	358	391	547	589	500	473	495
Hauts-de-France	8 732	8 730	8 298	8 308	7 110	9 118	8 277	8 297
Île-de-France	12 766	12 158	12 738	12 712	11 416	14 377	12 925	12 813
La Réunion	1 228	1 240	1 234	1 248	1 014	1 305	1 412	1 265
Martinique	411	458	544	632	389	520	477	525
Mayotte	134	145	117	194	136	213	242	298
Normandie	4 408	4 381	4 632	4 280	3 760	4 260	4 036	4 085
Nouvelle-Aquitaine	7 348	6 837	6 898	7 131	6 388	7 897	7 176	6 758
Occitanie	7 768	6 889	7 090	7 214	6 422	8 323	7 907	7 246
Pays de la Loire	3 823	3 781	3 580	3 555	3 446	4 135	3 651	3 704
Provence-Alpes-Côte d'Azur	6 163	5 923	5 901	6 643	6 112	7 090	6 638	6 627
<b>France entière</b>	<b>80 762</b>	<b>78 134</b>	<b>77 994</b>	<b>79 826</b>	<b>70 662</b>	<b>87 447</b>	<b>79 509</b>	<b>78 715</b>

Champ : personnes suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice / SG / SSER / Fichier statistique APPI

Un nouvel entrant est une personne n'ayant pas été suivie en milieu ouvert au cours des 12 derniers mois.

**Tableau 15 : Nouveaux condamnés suivis en milieu ouvert, par région administrative du domicile**

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (sd)
Auvergne-Rhône-Alpes	8 718	8 472	8 149	8 384	7 222	9 021	8 345	8 430
Bourgogne-Franche-Comté	3 623	3 615	3 656	3 547	2 823	3 692	3 273	3 293
Bretagne	3 344	3 333	3 357	3 518	3 170	3 561	3 044	3 057
Centre-Val de Loire	2 902	3 041	2 831	2 939	2 496	3 691	2 906	2 766
Corse	478	491	447	374	370	428	443	383
Grand Est	7 039	6 638	6 319	6 711	5 655	6 832	5 710	5 970
Guadeloupe	438	488	532	546	581	656	696	659
Guyane	356	348	369	524	551	480	456	456
Hauts-de-France	8 565	8 537	8 125	8 145	6 934	8 918	8 045	8 043
Île-de-France	12 158	11 450	12 033	11 993	10 726	13 473	11 939	11 982
La Réunion	1 209	1 217	1 201	1 222	989	1 287	1 372	1 239
Martinique	392	430	521	606	358	495	465	515
Mayotte	112	130	106	181	127	200	222	271
Normandie	4 261	4 212	4 461	4 117	3 607	4 106	3 879	3 906
Nouvelle-Aquitaine	7 124	6 598	6 662	6 898	6 150	7 647	6 913	6 380
Occitanie	7 482	6 596	6 734	6 858	6 108	7 858	7 484	6 827
Pays de la Loire	3 684	3 628	3 436	3 407	3 320	3 994	3 540	3 552
Provence-Alpes-Côte d'Azur	5 934	5 694	5 607	6 354	5 827	6 777	6 338	6 233
<b>France entière</b>	<b>77 819</b>	<b>74 918</b>	<b>74 546</b>	<b>76 324</b>	<b>67 014</b>	<b>83 116</b>	<b>75 070</b>	<b>73 962</b>

Champ : personnes suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice / SG / SSER / Fichier statistique APPI

Un nouvel entrant est une personne n'ayant pas été suivie en milieu ouvert au cours des 12 derniers mois.

Les **condamnés** désignent les personnes suivies pour une mesure post-sentencielle.

# Durée de suivi des mesures

Au 31 décembre 2023

**Tableau 16 : Durée de suivi des mesures**

		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (sd)
<b>Durée médiane</b> (en mois)	Mesures présentencielles	8,2	7,5	8,7	8,6	8,2	7,2	7,3	8,0
	Mesures post-sentencielles	18,5	18,8	19,3	19,5	20,0	20,0	18,9	20,7
	Mesures de sûreté suite à une condamnation	47,1	50,9	47,5	47,7	50,9	48,9	49,4	47,9
	<b>Ensemble</b>	<b>18,5</b>	<b>18,8</b>	<b>19,3</b>	<b>19,5</b>	<b>19,9</b>	<b>19,8</b>	<b>18,7</b>	<b>20,5</b>
<b>Durée moyenne</b> (en mois)	Mesures présentencielles	15,4	14,9	15,8	15,6	14,7	15,0	14,6	15,1
	Mesures post-sentencielles	20,1	20,3	20,5	20,6	20,7	20,2	19,8	19,9
	Mesures de sûreté suite à une condamnation	47,6	50,6	48,6	49,9	53,0	52,4	52,0	50,4
	<b>Ensemble</b>	<b>20,4</b>	<b>20,5</b>	<b>20,8</b>	<b>20,9</b>	<b>21,1</b>	<b>20,5</b>	<b>20,1</b>	<b>20,3</b>

Champ : mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice / SG / SSER / Fichier statistique APPI

Les **mesures présentencielles** : le contrôle judiciaire, l'assignation à résidence sous surveillance électronique (ARSE) et l'assignation à résidence sous surveillance électronique mobile (ARSEM).

Les **mesures post-sentencielles** : le sursis avec mise à l'épreuve (SME), la peine de détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE), le sursis probatoire, la libération conditionnelle en tant qu'aménagement de peine (Libération conditionnelle (AP)), la libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle (LSC sous libération conditionnelle), le travail d'intérêt général en tant que peine (TIG) et en tant qu'obligation (Obligation de TIG), le sursis assorti d'un TIG (STIG), l'interdiction de séjour, les peines et obligations de stage (Stage), les suspensions de peine pour raison médicale (SPRM), la contrainte pénale, l'ajournement, avec mise à l'épreuve, ajournement aux fins d'investigations et ajournement avec injonction.

Les **mesures de sûreté suite à une condamnation** : le suivi socio-judiciaire, la surveillance judiciaire et le placement sous surveillance électronique mobile (PSEM).

**Tableau 17 : Durée de suivi, par mesure**

	Durée médiane (en mois)	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (sd)
<b>Mesures présentencielles</b>	ARSE/ARSEM	6,1	6,1	6,2	6,3	6,2	6,1	6,3	6,1
	Contrôle judiciaire	9,6	8,6	9,7	9,5	8,9	7,6	7,6	8,8
<b>Mesures post-sentencielles</b>	Ajournement	6,0	6,6	6,3	6,7	7,9	5,8	7,7	6,3
	Contrainte pénale	12,0	19,8	23,2	23,9	24,3	31,2	37,0	52,1
	DDSE	so	so	so	so	3,0	4,3	4,6	4,8
	Interdiction de séjour	22,4	17,0	17,0	17,8	16,5	19,3	21,1	20,9
	Libération conditionnelle (AP)	7,8	8,1	7,4	7,2	5,9	7,5	6,9	6,8
	LSC sous libération conditionnelle	2,1	2,7	2,2	1,6	2,3	2,3	2,3	1,7
	SME	23,2	23,2	23,3	23,3	23,5	23,7	28,2	38,0
	Sursis probatoire	so	so	so	so	1,5	7,5	19,0	22,8
	Suspension (raison médicale)	15,6	15,5	11,6	11,5	12,6	9,2	15,1	12,4
	Stage	10,6	8,8	7,9	7,7	7,0	7,2	10,8	14,0
	Sursis TIG	17,0	17,4	17,5	17,7	18,0	18,4	29,9	44,3
	TIG	12,1	12,9	13,1	13,1	15,0	12,2	13,7	13,9
	Obligation de TIG	9,5	9,5	10,4	12,2	2,2	6,5	14,5	18,3
	PSEM	20,4	23,7	23,9	23,8	23,5	13,2	26,1	17,3
	<b>Mesures de sûreté suite à une condamnation</b>	Surveillance judiciaire	34,2	29,9	30,2	26,7	28,7	35,2	26,6
Suivi socio-judiciaire		52,6	56,3	51,1	51,9	54,4	52,2	53,4	50,7

Champ : mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice / SG / SSER / Fichier statistique APPI

Les **mesures présentencielles** : le contrôle judiciaire, l'assignation à résidence sous surveillance électronique (ARSE) et l'assignation à résidence sous surveillance électronique mobile (ARSEM).

Les **mesures post-sentencielles** : le sursis avec mise à l'épreuve (SME), la peine de détention à domicile sous surveillance électronique (DDSE), le sursis probatoire, la libération conditionnelle en aménagement de peine (Libération conditionnelle( AP)), la libération sous contrainte sous le régime de la libération conditionnelle (LSC sous Libération conditionnelle), le travail d'intérêt général en tant que peine (TIG) et en tant qu'obligation (Obligation de TIG), le sursis total assorti d'un TIG (Sursis-TIG), l'interdiction de séjour, les peines et obligations de stage (Stage), les suspensions de peine pour raison médicale (Suspension (raison médicale)), la contrainte pénale, ainsi que l'ajournement avec mise à l'épreuve, l'ajournement aux fins d'investigations et l'ajournement avec injonction (Ajournement).

Les **mesures de sûreté suite à une condamnation** : le suivi socio-judiciaire, la surveillance judiciaire et le placement sous surveillance électronique mobile (PSEM).

so : sans objet

**Tableau 18 : Durée de suivi, par région administrative**

Durée médiane (en mois)	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023 (sd)
Auvergne-Rhône-Alpes	19,0	19,1	20,4	20,7	21,2	21,1	20,0	21,5
Bourgogne-Franche-Comté	21,1	21,2	22,1	21,6	21,7	21,4	19,5	21,4
Bretagne	18,3	19,2	20,1	20,3	21,6	22,7	22,1	23,3
Centre-Val de Loire	18,3	19,1	19,1	20,3	21,1	20,8	18,3	21,5
Corse	18,1	18,2	17,9	18,0	19,4	18,3	18,2	21,1
Grand Est	20,0	19,7	20,5	20,5	20,5	20,3	18,9	21,2
Guadeloupe	18,7	18,3	16,3	17,6	18,6	18,4	17,5	20,7
Guyane	16,2	12,6	16,3	15,0	9,9	15,8	11,4	11,7
Hauts-de-France	18,9	19,1	19,1	19,2	20,0	19,3	18,5	19,2
Île-de-France	17,6	17,8	18,3	18,5	18,6	18,7	18,2	19,6
La Réunion	17,9	18,6	19,1	19,7	20,6	20,7	19,5	23,1
Martinique	18,0	18,7	18,3	17,2	17,8	19,9	18,0	19,6
Mayotte	18,0	18,6	15,2	18,3	15,3	17,9	10,3	12,4
Normandie	18,4	18,6	18,6	19,3	20,9	20,4	19,6	20,9
Nouvelle-Aquitaine	18,2	18,5	18,8	18,8	19,7	19,1	18,3	20,4
Occitanie	17,9	18,2	18,6	18,6	19,8	19,2	18,0	20,2
Pays de la Loire	20,0	20,9	21,2	21,0	21,5	21,6	20,4	21,8
Provence-Alpes-Côte d'Azur	19,9	18,6	18,9	19,4	18,3	18,8	18,2	18,6
<b>France entière</b>	<b>18,5</b>	<b>18,8</b>	<b>19,3</b>	<b>19,5</b>	<b>19,9</b>	<b>19,8</b>	<b>18,7</b>	<b>20,5</b>

Champ : mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice / SG / SSER / Fichier statistique APPI

**Tableau 19 : Durée de suivi, par type d'infraction principale**

		2016 (r)	2017 (r)	2018 (r)	2019 (r)	2020 (r)	2021 (r)	2022 (r)	2023 (sd)
<b>Durée médiane (en mois)</b>	Atteinte à la personne humaine	19,3	21,2	21,8	21,8	22,0	21,7	21,0	22,4
	Atteinte aux biens	17,9	18,0	18,2	18,4	18,6	18,3	17,8	18,4
	Circulation et transport	18,1	18,4	19,1	19,1	20,3	20,6	18,4	20,1
	Atteinte à l'autorité de l'État	16,3	16,9	17,4	17,3	17,9	17,4	16,2	17,6
	Infraction à la santé publique	18,2	19,0	19,3	19,9	19,7	19,9	18,5	20,1
	Atteinte économique, financière et sociale	17,9	18,0	18,5	18,8	19,3	18,7	17,6	18,6
	Atteinte à l'environnement	16,4	16,0	18,2	17,4	17,7	17,9	16,0	16,3
	Non renseigné	19,4	18,6	11,9	10,2	7,1	10,2	11,5	10,2
	<b>Ensemble</b>	<b>18,5</b>	<b>18,8</b>	<b>19,3</b>	<b>19,5</b>	<b>19,9</b>	<b>19,8</b>	<b>18,7</b>	<b>20,5</b>
<b>Durée moyenne (en mois)</b>	Atteinte à la personne humaine	20,6	22,2	22,6	22,6	22,7	21,9	21,5	21,7
	Atteinte aux biens	20,3	20,7	21,1	21,2	21,5	20,8	20,4	20,2
	Circulation et transport	18,9	19,1	19,6	19,6	20,2	19,6	18,8	19,1
	Atteinte à l'autorité de l'État	17,3	17,3	17,8	17,5	18,5	17,6	17,2	18,0
	Infraction à la santé publique	19,7	20,3	20,3	20,7	20,4	20,2	19,9	19,7
	Atteinte économique, financière et sociale	19,7	19,2	19,6	19,6	20,4	20,0	18,2	18,4
	Atteinte à l'environnement	18,6	15,1	18,0	18,6	16,9	17,6	16,3	16,2
	Non renseigné	21,0	20,6	17,2	16,7	13,4	14,9	15,5	15,8
	<b>Ensemble</b>	<b>20,4</b>	<b>20,5</b>	<b>20,8</b>	<b>20,9</b>	<b>21,1</b>	<b>20,5</b>	<b>20,1</b>	<b>20,3</b>

Champ : mesures suivies en milieu ouvert par les services pénitentiaires d'insertion et de probation (SPIP) en France

Source : ministère de la justice / SG / SSER / Fichier statistique APPI

# Source

Depuis juillet 2019, les statistiques annuelles de milieu ouvert (SAMO) sont produites par le Service de la statistique, des études et de la recherche (SSER), service statistique ministériel de la justice. Elles ont été rétro-polées à partir de 2016 pour proposer un historique des chiffres. Elles étaient produites jusqu'en avril 2019 par le bureau des statistiques et des études (Me5) de la Direction de l'Administration Pénitentiaire (DAP).

À partir de juillet 2020, une version annuelle, les statistiques annuelles de milieu ouvert (SAMO), est proposée avec des dimensions supplémentaires (durée, contentieux).

Les STMO/SAMO résultent de l'exploitation du fichier statistique APPI, construit à partir des données de l'application de gestion du même nom. APPI est une application de gestion du suivi de l'exécution et de l'application des peines, qu'elles soient en milieu ouvert ou fermé. Elle n'a pas été développée à des fins statistiques. Les données y sont saisies parfois avec retard, ou peuvent être manquantes. Certaines fins de prise en charge des personnes ne sont pas saisies parce que cela n'a pas d'impact opérationnel.

Au vu des données d'APPI, une même personne peut être suivie au même moment pour des mesures et des procédures en réalité incompatibles, comme une mesure de détention et une mesure d'aménagement de peine ou de milieu ouvert.

Pour éviter de comptabiliser plusieurs fois une même personne, un ensemble de règles de gestion des données a été mis en place à partir de janvier 2016 par le bureau de la donnée de la DAP. Ces traitements, repris pour la plupart, sont déterminés par la compréhension du suivi de l'exécution des peines dans les services. Elles sont précisées ci-dessous.

Les différentes modalités d'exécution d'une peine sous écrou, c'est-à-dire en milieu fermé, sont la détention, les mesures de placement et de détention sous surveillance électronique (PSE et DDSE), de semi-liberté (SL), ou de placement à l'extérieur (PE). Elles sont aussi renseignées dans APPI. Afin d'éviter le double compte des personnes, elles ne sont pas comptabilisées dans les présentes statistiques de milieu ouvert puisqu'elles sont déjà recensées dans les statistiques de milieu fermé produites par le SSER.

# Règles de gestion

Les règles de gestion reposent sur le critère suivant : lorsqu'une mesure est créée dans APPI, elle prend le pas sur celles qui existaient jusqu'alors. Selon que la nouvelle mesure est compatible avec la ou les mesures passées toujours en vigueur, la comptabilisation des mesures antérieures continue, s'arrête, ou bien est suspendue le temps de l'exécution de la nouvelle.

## Règles de clôture des mesures de milieu ouvert

Une personne ne peut pas être en train d'exécuter deux mesures de libération conditionnelle différentes au même moment. Si une nouvelle prise en charge pour une mesure de libération conditionnelle apparaît, la comptabilisation de l'ancienne mesure est arrêtée, au profit de la nouvelle.

De même, une personne en libération conditionnelle ou en suivi socio-judiciaire ne peut pas être soumise à une surveillance judiciaire. L'apparition d'une nouvelle mesure de surveillance judiciaire met donc un terme à la comptabilisation d'anciennes mesures de libération conditionnelle ou de suivi socio-judiciaire, et réciproquement.

Inversement, une personne peut être suivie pour deux mesures de SME différentes, ou être suivie dans le cadre d'un SME et d'une libération conditionnelle, ainsi l'apparition de l'une n'arrête pas la comptabilisation de l'autre.

## Règles de compatibilité entre mesures de milieu ouvert et mesures de milieu fermé

Les mesures de milieu fermé, dites aussi mesures d'écrou, sont hors du champ des statistiques annuelles de milieu ouvert, mais elles sont présentes dans APPI. Il est tenu compte de leur existence dans le cadre des SAMO afin de suspendre l'exécution de mesures de milieu ouvert.

Les sursis avec mise à l'épreuve (SME), sursis assorti d'un TIG (STIG), sursis probatoire, libération conditionnelle (LC), contrainte pénale, TIG et travaux non rémunérés, interdiction de séjour, stages ainsi que les mesures de sûreté, sont suspendus par les nouvelles prises en charge de détention. Les SME, STIG, sursis probatoires et LC sont aussi suspendus par des mesures d'aménagement de peine sous écrou. La comptabilisation des mesures de milieu ouvert suspendues reprendra à la fin de la mesure d'écrou.

Le TIG, les stages de citoyenneté, le contrôle judiciaire, l'interdiction de séjour, les assignations à résidence sous surveillance électronique mobile ou non et le suivi socio-judiciaire peuvent être pris en charge en même temps qu'une mesure d'aménagement de peine sous écrou, dans le cadre d'une autre affaire. Néanmoins, comme les personnes exécutant ces mesures sont déjà comptabilisées dans les statistiques mensuelles de milieu fermé produites par la DAP, elles ne sont pas comptées dans les statistiques trimestrielles de milieu ouvert, ni en termes de personnes, ni en termes de mesures.

## Durée maximale

On définit une durée maximale pour chaque type de mesure et on considère comme terminée une mesure dont la durée constatée est supérieure à cette durée maximale. Cela permet d'éviter que des personnes ne soient considérées comme suivies en milieu ouvert de façon permanente alors que la fin de la mesure dont ils font l'objet n'a simplement pas été renseignée dans APPI.

## Règle de priorisation des catégories pénales

Afin d'éviter les doubles comptes des personnes, on priorise le comptage des mesures dans les cas où une même personne serait suivie dans plusieurs catégories pénales.

Par convention statistique, on priorise dans l'ordre : les condamnations pour des mesures post-sentencielles ; le suivi pour une mesure présentencielle ; et les mesures de sûreté suite à une condamnation.